

Tout d'abord, le rappel des phases successives qui ont conduit à la consécration de la diffusion de la jurisprudence comme mission de service public permettra de saisir les problématiques à l'œuvre en matière de diffusion des données publiques juridiques. La ligne politique ainsi tracée, il sera surtout question ici de l'importance et de l'urgence pour l'institution judiciaire d'assumer pleinement ses responsabilités.

I. La consécration comme mission de service public de la diffusion de la jurisprudence

Elle ne s'est imposée que très progressivement (I - 1)

Elle permet aujourd'hui de clarifier et de délimiter les contours de la mission de service public de diffusion du droit par les principes mêmes qui gouvernent le service public (I - 2).

I -1. La longue marche vers la reconnaissance

Données publiques en leur principe même, les décisions jurisprudentielles participent des sources du droit. Force est cependant de constater que leur connaissance est l'objet de revendications dont la satisfaction demeure encore très fragmentaire. C'est qu'historiquement les pouvoirs publics s'en sont largement remis à l'initiative privée (A) jusqu'à ce qu'à partir des années 1970, le développement dispersé des banques de données juridiques et l'incohérence des produits et des techniques appellent, en 1983, à l'initiative du Premier ministre, une réflexion d'ensemble sur la "réorganisation du système informatique d'accès au droit" dont les conclusions ont, de 1984 à 1996, fortement guidé l'action gouvernementale (B) avant que, une fois franchie l'étape intermédiaire si contestée de la concession de service public marquée par le décret du 31 mai 1996 (C) le Conseil d'État, en 1997, puis, avec solennité, le Conseil constitutionnel en 1999 n'ouvrent les voies d'une consécration d'abord réglementaire par le décret du 7 août 2002 puis législative encore à venir de la diffusion de la jurisprudence comme mission de service public (D) -. Enfin, il convient de marquer l'influence des données européennes selon lesquelles la diffusion de la jurisprudence conditionne l'accessibilité du droit (E).